HEURS ET MALHEURS
DE LA RECETTE GÉNÉRALE
DE BOURGOGNE

Monsieur Mollat, dans une intéressante introduction aux comptes généraux de l'État bourguignon 1, avait signalé que l'administration financière bourguignonne est un exemple saisissant de la gestation progressive de la centralisation étatique. Les ducs acquièrent, l'un après l'autre, des fiefs dont ils se gardent bien de détruire les cadres institutionnels et les coutumes... La concentration précède la centralisation ; l'une et l'autre s'accompagnent de la diversité, au moins jusqu'aux novations du Téméraire 2 et ailleurs à propos du duc Charles, ... les documents de la recette générale de toutes les finances le révèlent plus soucieux de la poursuite de ses desseins que de la connaissance exacte des situations auxquelles il faisait face. Chez lui, le renseignement semble inférieur à la transmission des ordres. Il surestime ses ressources, les possibilités de son administration, méconnaît la mentalité de ses contemporains troublés par l'ampleur de ses projets... Il eut, ..., le mérite de voir au-delà de l'horizon limité et traditionnel de sa génération ; ses ambitions ne furent pas plus vastes que celles de Charles-Quint. Elles furent prématurées 3.

Cet auteur paraît donc croire à une rupture de la politique bourguignonne avec l'arrivée au pouvoir duc Charles. Au duc Philippe, dernier avatar d'un monde finissant, s'opposerait Charles, à l'esprit moderne, trop moderne même pour ses contemporains. Il s'agit là, me semble-t-il, d'une simple hypothèse, que les faits ne viennent guère confirmer, du moins dans le domaine administratif ou financier. Les ducs de Bourgogne de la Maison de Valois sont tous les héritiers d'une tradition administrative et financière française. Les transformations apportées à l'administration bourguignonne sont presque toujours, comme d'ailleurs pour l'administration royale française

2. P. XLVIII-XLIX.
3. P. XLVIII.
jusqu'à Louis XI, le résultat non d’enquêtes détaillées ou d’analyses précises de la situation de l’état, mais d’un coup de tête des souverains et d’intrigues de leurs familiers. La notion même d’administration ou de service public est inexistante ; les comptes sont moins ceux d’une recette que d’un receveur, riche particulier qui essaie de s’enrichir plus encore en grugeant le duc et en dépouillant ses administra
dits. La reddition des comptes est lente, la restitution de sommes prend des années. Parfois le duc s’énerve, prend des mesures dont l’application se révèle catastrophique, après quoi on en revient aux errements anciens.

Il m’a paru intéressant d’étudier plus en détail cette hypothèse, de montrer les expériences désordonnées dans le domaine financier, tentées sous les ducs Philippe et Charles, en Bourgogne, province éloignée du pouvoir central.

Dès le règne de Philippe le Bon (et peut-être dans une moindre mesure déjà sous Jean sans Peur), on voit se déplacer le centre de gravité de l’état Flandre-Bourgogne. Dès ce moment, le duché, noyau primitif de l’état, devient un domaine excentrique.

Les institutions administratives et financières centrales sont groupées dans le Nord, en Flandre d’abord, à Bruxelles ensuite qui, à la fin du règne de Philippe, fait de plus en plus figure de capitale. D’ailleurs, les ducs séjournent de moins en moins dans leurs domaines de par-delà.

Dans cette terre éloignée, le pouvoir central est représenté essen
tiellement par la Chambre des comptes et par quelques fonctionnaires. Quant aux officiers locaux, ils sont choisis non seulement en fonction de leurs qualités réelles mais surtout pour les liens familiaux qui les unissent aux puissants en place. C’est cet ensemble de conditions qui explique, je crois, les scandales financiers répétés qui secoueront le comté et duché de Bourgogne sous les règles des ducs Philippe et Charles.

---

2. Il est aisé de vérifier ce fait à l’aide des itinéraires dressés par Herman VANDER LINDEN, Itinéraires de Philippe le Bon, duc de Bourgogne (1419-1467) et de Charles, comte de Charolais (1433-1467), Bruxelles, 1940.
Mathieu Regnault, receveur général de Bourgogne depuis le 14 décembre 1426, était aussi maître de la Chambre aux deniers du duc. Accusé de malversation, il fut chassé de la recette générale de Bourgogne et le duc nomma Louis de Visen receveur le 6 novembre 1438. L’aïncien receveur consentit de son bon gré que le dit Loys fut reçu ouldit office et Louis de Visen prêta serment le 1er décembre de la même année. Le nouveau receveur mourut peu après et c’est son frère, Jean de Visen qui, abandonnant la recette générale des finances, se trouva placé à la tête de la recette de Bourgogne dès janvier 1441. Il occupa ce poste de nombreuses années, leva également les aides, commis de nombreux et fructueux détournements de finances et mourut enfin le 20 novembre 1457 sans avoir été jamais vraiment inquiété. La Chambre des comptes de Dijon commut alors au gouvernement de la recette de Bourgogne Nicolas de la Loye, clerc du défunt Louis, jusques a ce que par mon dit seigneur en fut autrement ordonné.


---

1. Il ne commença à exercer son office que le 1er mars 1457 (Dijon, A D C O, B 1634).
2. Il prêta serment à la Chambre le 1er décembre 1438 (Dijon, A D C O, B 2 bis, f. 8 v°) et commença à exercer son office le 1er janvier 1439 (Dijon, A D C O, B 1669).
6. Dijon, A D C O, B 1737, f. 2 r°.
7. J. Bartier, Légistes..., p. 150, n. 2.
8. Lille, A D N, B 2051, f. 239 v°.
10. Depuis le 1er janvier 1457 (Lille, A D N, B 2026).
11. Dijon, A D C O, B 2 bis, f. 72 r°.
pour tenir et avoir ladite charge et la exercer jusques ad ce que ledit Guiot voudra exercer ledit office en sa personne. Guiot du Champ semble n'avoir jamais voulu exercer la recette de Bourgogne en sa personne, puisque c'est à Richard Juif, maître de la Chambre aux deniers, que le duc accorda la recette générale de Bourgogne par lettres du 30 septembre 1460, Huguenin de Faletans restant commis a l'office de la dicte recette générale pour icelle exercer et desservir au lieu et absence dudit Richard.

Le 15 novembre 1462, le commis Huguenin de Faletans, qui exerçait en fait l'office depuis près de cinq ans, fut enfin nommé receveur général de Bourgogne. A peine le malheureux put-il rendre trois comptes comme receveur qu'il fut cassé le 7 février 1465 et emprisonné peu après. En 1470 encore, on le trouve pensionnaire de la prison de Lille, les commis des finances tentant toujours de débrouiller ses comptes. Huguenin disparu, c'est à un étranger au duché, à un maître de la Chambre des comptes de Lille, Pierre Le Carbonier, que l'on fit appel : il fut dépêché en Bourgogne de toute urgence pour y devenir à son tour commis à la recette générale. A peine arrivé, un nouveau scandale éclata : Jean de Prestin, le receveur de la saumerie de Salins, coupable de détournement de fonds, fut arrêté. On peut sans peine imaginer que cette cascade de scandales dut excéder le duc. Elle paraît l'avoir énervé d'autant plus qu'à chaque fois il constatait merveilleuse perte et moult grand dommage. C'est pourquoi Philippe le Bon décida par ses lettres du 21 décembre 1465 la suppression de la recette générale et son remplacement par dix recettes installées dans les bailliages, sept dans le duché de Bourgogne et trois dans le comté pour le 1er avril 1466. Le 21 décembre encore, le duc adressa une lettre close à Pierre Le Carbonier et à la Chambre des comptes de Dijon où il leur mandait :

1. de faire enregistrer à la Chambre des comptes l'ordonnance de la suppression de la recette générale ;

---

1. Dijon, A D C O, B 2 bis, f. 72 r\textsuperscript{e}.
2. Dijon, A D C O, B 2 bis, f. 82 r\textsuperscript{e}.
3. Dijon, A D C O, B 1751, f. 1 r\textsuperscript{e}. Il prête serment à la Chambre des comptes le 3 janvier 1463 (Dijon, A D C O, B 1751, folio de garde).
4. Dijon, A D C O, B 1753, f. 1 r\textsuperscript{e}. L'enquête ne se terminera qu'en 1482 alors que la Bourgogne était devenue française ; la Chambre des comptes de Dijon constatera que la gestion du receveur Hugues de Faletans était hommète (Dijon, A D C O, B 1755, f. 84 et suiv.).
5. Clerc de Jean Abonnel, trésorier du Bouonnais, puis maître à la Chambre des comptes de Lille (J. Bartier, Légistes..., p. 46, n. 2).
6. Son compte commence le 1er mai 1465 (Dijon, A D C O, B 1754).
7. Dijon, A D C O, B 16, f. 138 v\textsuperscript{e}-139 v\textsuperscript{e}. Voir Annexe 1.
2. de proposer au conseil ducal des solutions pour le paiement des parties assurées jusqu'alors par la recette générale : tant gaiges, pensions et provisons comme façon de vignes, la vénérie et autres ;

3. de procéder à une enquête sur les receveurs des bailliages pour découvrir s'ils étaient,ydoinnes et soufissans et puisans pour nous payer aux termes qui leur sont bailliéz et selon l'estat que on leur fait, d'an en an.

Si certains de ces officiers paraissaient incapables ou insolvables, la Chambre des comptes devait en avertir immédiatement le duc et proposer ceux qui vous sambleron estre les plus ydoinnes et propices pour estre mis en leurs lieux et mesmement nous advertissez de ceux qui vous sambleron les plus ydoinnes et propices pour exercer et desservir les recep tes générales dont nos dictes lectres patent es font mention 1.

Les gens des comptes s'employèrent immédiatement à montrer au duc le danger de cette mesure brutale et Philippe se laissa convaincre ; la mesure d'abolition de la recette générale fut levée et l'on se mit en quête d'un nouveau receveur général. Le choix se porta sur un homme nouveau, un riche marchand originaire de Salins, Jean Druet 2 qui reçut ses lettres de nomination le 8 août 1466. Mais le duc décida une nouvelle distribution des responsabilités dans le maniement des deniers de Bourgogne. Jusqu'à cette date, en effet, le receveur général de Bourgogne était aussi souvent receveur des aides du duché de Bourgogne et il percevait une grande partie des deniers de la sauerie de Salins. Instruit par l'expérience et les scandales, le duc crut bon d'ordonner que la recette des aides de Bourgogne serait désormais perçue par un officier spécial, indépendant du receveur général, et que le receveur de Salins verserait immédiatement ses deniers au receveur de la recette générale des Finances dont il dépendrait directement 3.

---

1. Dijon, A D C O, B 16, f. 140 v°. On notera que si la décision ducale de supprimer la recette générale de Bourgogne relève certainement d'un mouvement de colère (l'exposé de l'ordonnance le montre assez), cette mesure s'inscrit aussi dans un ensemble plus vaste de réformes financières : la recette générale de Hainaut et les recettes locales avaient été abolies depuis le 4 août 1463 (Lille, A D N, B 1608, f. 102 r°-v°) et remplacées par quatre recettes.

2. Voir sa biographie dans J. BARTIER, Légistes..., p. 325 à 338.

3. Comme des le mois de fevrier l'an mil quatre cents soixante quatre, pour aucunes causes a ce nous savons, nos cussions deschargées et deporté Hugues de Falelons de l'office de notre receveur general de Bourgoingne et en son lieu par nos lettres patent es et pour les causes contenues en teintes cussions ordonné et commis par maniere de provision et jusques par nous autrement en seront ordonné nostre ami et jeft conseiller et maistres en la chambre de nos comptes en cette nostre ville de Lille maistre Pierre le Charbonnier a lieu le compto dudit office de nostre recepe general de Bourgoingne. Et depuis, en suscitant l'opinion d'aucuns de nostre conseil cussions aboli ledit office de notre receveur general de Bourgoingne et en ce lieu cussions coulu et ordonné que en chascun de nos bailliages de Bourgoingne y cest ung recever general selon qu'il est contenu en nos autres lettres
Les fonctions du nouveau receveur général devaient commencer le 1er octobre 1466, après sa prestation de serment entre les mains des gens des comptes.

C'est à propos de cette prestation de serment qu'allaient à présent surgir les difficultés. La lettre de nomination de Jean Druet comportait la clause habituelle dans les lettres de nomination de receveurs : l'obligation de verser une caution. Le nouveau receveur se présenta à la Chambre des comptes et proposa d'engager ses biens, meubles et immeubles, évalués à plus de 10 000 francs ; mais la Chambre des comptes, brusquement scrupuleuse, exigea une caution égale à la recette d'une année de l'office 1. Jean Druet se voyant bien incapable de fournir une telle caution, la Chambre des comptes, prudente, refusa la prestation de serment et informa le duc le 28 août 1466 du tour nouveau pris par l'affaire. Celui-ci, après avoir pris avis du grand conseil, ordonna dans une lettre close du 16 septembre de passer

1. Cette habitude d'exiger une caution était nouvelle car on lit dans le livre des Mémoires de la Chambre des comptes à la date du 1er décembre 1438 que le nouveau receveur Louis de Visen a prêté serment à la Chambre des comptes de Dijon et combien que ses précédentes lettres contenantes que reçoivent le serment et caution en la manière acostumée, etc., ne sont moins par mes dits signeurs des comptes ou escoits maistres Guillaume Courtet, Jean de Velery et Johan Guemiot a été délibéré comme autrefois a été fait, comme il apport en livre des memoires fol. IX*VII que advenu que en ne trouva point que ses précédencres receveurs général aient acostumé de bailler aucune caution oubli office que semblablement ledit Loys doit demeurer deschargés de bailler aucune caution (Dijon, A D C O, B 2 bis, f. 8 v°).
outre à ces scrupules et d’accepter le serment du nouveau receveur, et le même jour, le chancelier Pierre de Goux leur conseilla de respecter l’esprit et non la lettre des commissions ducales. C’est ainsi que le nouveau receveur put enfin prêter serment et commencer son nouvel office.

On peut supposer que ce nouveau receveur dut apparaître rapidement comme un homme providentiel puisque le 20 janvier 1467, quatre mois après son entrée en fonctions, le duc Philippe décida de lui confier en plus de la recette générale de Bourgogne, la levée des aides et la surveillance des recettes de la sucrerie de Salins. C’est-à-dire fort exactement les mêmes pouvoirs qu’à ses prédécesseurs.

Alors qu’en décembre 1465, le duc avait décidé la suppression du receveur général de Bourgogne, qu’en juillet 1466 il avait préféré le conserver avec des pouvoirs réduits, il le rendait dès janvier 1467 aussi puissant qu’antrefois.

Philippe le Bon décédé, Jean Druet continua son office de receveur général en vertu de lettres closes du duc Charles, puis reçut le 29 juillet 1467 de nouvelles lettres patentes de commission à l’office.

---

1. ... lequel Jehan Druet après qu’il a eu vision et lecture de nos dites lettres patentes de commission a été content de accepter la charge de ladite recepice générale, faire le serment pertinent et soy obligier et tous ses biens, lesquels il estime et affecte tant en meules comme en les biens et heritages apparaus a ven d’ueil valoir plus de dix mille francs. Mais au regart de baillier caucion, il vous y a fait response par escript que nous avons envoye en dose vos dites lettres, lesquelles vos lettres et la respuesta que vous a jaicte ledit Jehan Druet nous avons fait voir et visiter en nostre grand conseil. Et aclama que nos receveurs generals de Bourgoigne par ledevant nont accoustumé de baillier caucion mais tant seulement obligation de leurs biens mais aussi nous sommes bien informez que ledit receveur ne pourroit faire caucion de la valeur de nostre recepe, nostre plaisir est que vous receviez ladite obligation du dit Druet en la maniere accoustume sans y faire difficulty et non obstant les mots de accoction contenuz esdites letters de retenue... (Dijon, A C D O, 2 bis, f. 100 r°-103 r°).

2. ... et que les receveurs generals de Bourgoigne par cy devant n’ont point accoustumé baillier fors que obligation de leurs biens vous ne vous devoz point arrester a ces mots de baillier caucion mais a ces mots « en la maniere accoustume », de laquelle accostume vous estes bien informez... (Dijon, A C D O, B 2 bis, f. 100 r°-103 r°).

3. Dijon, A C D O, B 1760 : son compte commence le 1er octobre 1466.

4. Dijon, A C D O, B 16, f. 152 r°-154 r° : le duc dans cette lettre patiente va jusqu’à déclarer que adverza que quand ainsi seroit que nous arions homme seur et bien choisy et qui just a ce idoine, propice et soussiant, le plus expedit seroit que le tout ou fait de recepice en generalité se conduisissit par et souvz une main en nos dits pays de Bourgoigné, et aussi que lez aides qui nous seroient accordes en nos dits pays de Bourgoigné, Charrois, Musconom et esdites appartenances, et que nostre tresorier de Salins comptast par la lecte de nostre receveur general de Bourgoigné, Charrois, Musconom et des appartenances fustrent recens par nostre dit receveur general de Bourgoigné comme par ciadévant ; et d’autre part, arions estes adverza que le dits susdits Jehan Druet, a present nostre receveur general de Bourgoigné, est homme seur et certain, ressissant et de bonne grande faculté, sougneux, diligent, habile et de grand industrie et tres ydoine, soussiant et propice pour exercer ladit office le duc rétablit à son profit la situation antérieure. (J. BARTIER, Légistes..., p. 335, n. 6.)
de la recette générale de Bourgogne et prêta encore une fois serment à la Chambre des comptes le 8 octobre 1467. La Chambre, toujours soucieuse de dégager sa responsabilité dans l’affaire de la caution, fit ajouter au dos de la lettre de commission : Et après ce que ledit Jehan Druet a esté obligié et passé obligacion a ce requise, et en especial et par exprés les biens immeubles a lui appartenans spésiciëz esdites lettres, lesquelz biens immeubles et aussi ses autres biens meubles il estime estre de la valeur de x livres tournois et aussi qu’il a promis faire avoir a mes dis seigneurs pour leurs descharge de la caucion requise par ledites lettres deaus Pasques prouchain venans lettres de mon dit seigneur par lesquelles il sera content et deschargera mes dis seigneurs de prendre ne requirer autre caucion que celle baillée par ledit Jehan Druet comme dit est... Je ne sais si Jean Druet eut le temps d’obtenir la lettre ducale déchargeant la Chambre des comptes pour la caution non versée car dans une ordonnance du 20 janvier 1468 le duc déci-dait la suppression de la recette générale de Bourgogne : Premièrement, pour les grans charges que avons et supportons a cause de nostre dicté recepe generale de Bourgoingne, tant en gaiges, dons de clercs dudit receveur general, papier, parchemin, despense commune, voyages et autres choses qui se faisoient a nostre charge a cause d’icelle et que avons ordonné les officiers de recepe de nos duché et conté de Bourgoingne, Masconnois et terres royaux estre parties par baillages et autrement au moindre nombre d’officiers que faire se pourra par l’avis de nos president, gens du conseil et des comptes a Dijon et de nos commissaires que envoyons presentement dela, nous abolissons ladice recepe generale. Dès le 12 février 1468, le duc nommait commissaires en Bourgogne Pierre Caillette, maître des requêtes de l’hôtel ducal et Pierre Le Carbonier, maître de la Chambre des comptes de Lille et ancien commis à la recette générale de Bourgogne : originaux du Nord, ils échappaient ainsi aux influences locales. Ces commissaires devaient s’adjoindre Jean de la Grange, maître de la Chambre des comptes de Dijon et travailler en étroite collaboration avec la Chambre des comptes pour transformer complètement la fiscalité en Bourgogne : la recette générale et les recettes locales seraient supprimées dès le 1er avril 1468 et remplacées par douze recettes réparties dans les duché et comté ; les gages et pensions seraient diminués, les commissaires devaient poursuivre l’examen des documents financiers pour permettre de liquider enfin les comptes de Nicolas de la Loye, d’Hugues de Faletans (qui avait été libéré pour rassembler ses acquits et quittances et présenter son compte) et de Jean de Prestin ; enfin,

1. Dijon, A D C O, B 1760, f. 4 fi°-5 i°.
2. Dijon, A D C O, B 1760, f. 5 i°.
ils devaient étudier la possibilité d’accroître les bénéfices provenant de la saunerie de Salins, des étangs, des bois, des vignes et des moulins de Bourgogne. C’était donc d’une mission administrative, financière et économique qu’étaient chargés les commissaires ducaux et la Chambre des comptes de Dijon.

Trois points de l’instruction donnée aux commissaires intéressent plus particulièrement la recette générale de Bourgogne :

Premièrement, mon dit seigneur par grant et meurre deliberacion de conseil a des maintenant aboly, a commencier du premier jour d’avril pronchaînement venant, l’office de la recette générale de Bourgogne et chargé a ses dis commissaires ainsi le dire et declarer aux gens des comptes a Dijon.

Item, a pareillement aboly toutes les autres receptes particulières de sesdis pâts de Bourgoigne et a ordonné que dudit premier jour d’avril en avant il n’y ait sur tout au plus hault que douze officiers de recepere et chargé a icewe commissaires que avec les dis gens des comptes ils advisent et tiennent maniere de reduire et mettre par baillaige ou autrement lesdites receptes particulières, telement qu’elles ne excedent point ledit nombre de XII.

Item, lesdites receptes ainsi reduites et parties, mon dit seigneur a accordé a Jehan Druet qu’il ait et exercera la recepere de Chalon et les autres receptes et membres qui y seront appliquées ou cas que accepter la vueille...

C’est muni de ce schéma directeur que les commissaires arrivèrent à Dijon le 18 mars au plus tard.

Un mois plus tard éclatait la brouille entre les commissaires (qui voulaient appliquer strictement les instructions ducales) et la Chambre des comptes de Dijon (qui entrevoyait le danger de ces mesures hâtives et soupçonnait limiter autant que possible les innovations) : c’est le 25 avril 1468 que la Chambre des comptes fit parvenir au duc un cahier d’une vingtaine de folios contenant ses observations et exposant les craintes que lui inspirait une transformation trop brutale de l’administration financière du duché.

1. Dijon, A D C O, baiss B 493. Ce cahier de papier d’environ 60 folios contient la lettre d’institution des commissaires, les instructions « contenant XXXIII articles », « la copie des parties extraites des estas de Bourgoigne envoiée de par mooseigneur... contenant VIII et XVII articles », les restrictions de gages « contenant LXI articles », les noms des officiers qui continueront à percevoir une pension et une « declaration des terres appartenantes à mooseigneur le duc de Bourgoigne qui sont tenues par plusieurs et que mon dit seigneur peut racheter, et d’autres données à la vie de ceux qui les tiennent ». Ce cahier est le double transcriit par la Chambre des comptes de Dijon d’après l’original remis par les commissaires le 18 mars 1468 comme il est noté au dernier folio.

2. C’est à cette date qu’ils remettent leurs instructions à la Chambre des comptes pour lui permettre d’en prendre copie (voir n. 1.).

3. Dijon, A D C O, B 1385. On lit au dernier folio : « Ces presens advertiseemens ont esté consueltz par messieurs des comptes a Dijon le XXVe jour d’avril après Pasques MCCCLXVIII - Contault ».
Pour advenir et faire apparaître, mon tres redoubté seigneur, mon seigneur le duc et comte de Bourgoingne, du tres grant et evident interêt et dommage qui est en apparence de advenir a mon dit seigneur pour raison de la nouvelle ordonnance par lui faict, c'est assavoir de réduire toutes les recepces et chastellenies des duchié et comté de Bourgoingne et de Charrolois en douze recepces pour estre tennes, gouvernees et exercées par douze receveurs, mesmement ung chacun d'eux les chastellenies et recepces qui sera advisé et proportionné selon les instructions de maistre Pierre Caillette et maistre Pierre le Carbonnier commissaires pour ce et autres matières envoyés esaus pays de Bourgoingne par mon dit seigneur, les gens des comptes de mon dit seigneur a Dijon le advertissent des choses cy après escriptes, le tout soubs la bonne correction de mon dit seigneur et de messires de son grant conseil et aussi de messires de ses finances.

Leur mémoire s’articulait essentiellement autour de quatre points :

1. L’existence de petites circonscriptions permettait au receveur de connaître tout le monde, d’être au courant de tout et de défendre efficacement les droits ducaux. De plus, comme les receveurs et châtelains devaient de toute ancienneté faire résidence dans leur châtelanie, une stricte surveillance était assurée 1. Au contraire, dans ces nouvelles circonscriptions qui seront immenses, le receveur ne pourra être partout à la fois ; il sera un inconnu pour ses administrés qui considéreront avec crainte ce fonctionnaire qui ne fait que passer. Ces officiers auront probablement des commis mais qui payés et choisis par les receveurs ne se fatigueront guère à défendre les droits ducaux... par ce moyen, en l’absence du chef désictes recepces pourront advenir plusieurs entreprises sur les droictures de mon dit seigneur qui ne viendront point a la notice d’icelus receveurs. Et combien que leur commis en feussent adveriz, il faiz a doubter que en ce ne feussent negligens de le faire savoir.

2. Dans de petites recettes, la Chambre des comptes pouvait exiger des nouveaux officiers une caution de la valeur qu’elles valoient pour une année, ce qui permettait en cas de fuite du receveur de

---

1. La résidence des officiers dans leur recette devait être cependant fort théorique puisqu’en trouve dans une ordonnance ducale du 22 mars 1354 : Hém, pour le bien et avancement de justice en nosdís pais, ordinons et commandons estreulment que tous nos bailliés et autres officiers de justice facent dorénavant résidence personnelle et demeurent sur les lieux de leurs offices sans euls en absterter, se n’estoit en nostre service ou par nostre ordonnance et commandement. Et se autrement les en estoit absens outre le terme de trois mois, que leurs offices soient imputables et aussi leur definit qui ils se tiennent que un seul office de justice sur peine de privación de leurs offices (La Haye, A R A, Rekenkamer, Register 1, f. 50 r°).
récupérer presque intégralement l'argent volé ou perdu. Dans les nouvelles recettes au contraire, les receveurs ne pourront verser des cautionss aussi considérables car pour si grandes charges de réception ilz ne trouveroient jamais personne qu'il les voulisst pleigir : le duc n'aura donc plus aucune garantie.

3. L'économie réalisée au prix de tant de labours et de tracas ne sera pas bien grande puisque l'ensemble des gages des receveurs et des frais de fonctionnement des anciennes recettes du duché et du comté montent à près de 4.000 livres tournois par an. L'économie réalisée ne s'élèvera, en mettant les choses au mieux, qu'à quelques centaines de livres annuellement.

4. En conclusion Pour toutes lesquelles raisons et choses dessus dites sur lesquelles lesdits gens des comptes ont eu grant et meure déliberacion, leur semble, soubs la correction que dessus, que mon dit seigneur, se s'est son bon plaisir, fera bien et son profit de laisser lesdites chaselles et receples es termes en quoy elles ont esté par cy devant tenues, exercées et gouvernées, sans y faire autre mutation ne innovacion.

Les gens des comptes firent parvenir un exemplaire de ce mémoire au duc et en présentaient une copie aux commissaires. Ceux-ci s'empressèrent d'en prendre note à leur tour, copie qui pourvue d'apostilles fut également envoyée au duc dès le 20 avril. Les commissaires constataient :

1. Que les receveurs et les châtelains ne séjournaient presque jamais dans les limites de leurs recettes. Ils préféraient toucher les gages et faire exercer leurs fonctions par des commis : ... les auncuns desdis offices ont esté exercées par commis et les autres, qui y ont reside et exercé en personne, ou la pluspart d'enux, ont esté simple gens pou congnoissans en fait de justice et réception. En d'autres termes les receveurs intelligents préféraient cumuler d'autres fonctions et séjourner ailleurs, les incapables exerçant eux-mêmes leur office mais sans grand profit pour le trésor ducale.

2. Quant à la caution égale à la recette d'une année et à la plus grande sécurité qui en résulterait pour le duc, elle leur paraît bien illusoire : Ainsi, puis XXIII ans enco en sont encorez dembs a mon dit seigneur LXX mil frans et plus... dont a grant pâine l'on

---

1. Nous connaissons trois exemplaires de ce mémoire, tous conservés à Dijon, ADCO, B 1363.
2. Le mémoire envoyé par la Chambre des comptes au duc le 25 avril 1468 et reçu le 7 mai.
3. Une copie destinée aux archives de la Chambre des comptes.
4. Une copie de l'exemplaire apostillé envoyé par les commissaires au duc le 29 avril et reçu le 9 mai 1468.
reconviendra jamais chose qui vaille. Des cautions aussi fortes n’ont
d’ailleurs été que peu souvent versées, mais a souffy d’avoir en caucion
du tiers ou du quart de la revenue d’icelles recettes.

3. La réduction des recettes du duché et du comté de Bourgogne
à douze permettrait une économie de 1,800 livres tournois par an
comme il est déclaré bien au long en l’estat et aviz que sesdis commis-
satres en ont fait.

4. Ils proposaient la création des recettes de :

— Dijon : comprenant les anciennes recettes de Dijon ; Che-
nôve ; Talant ; Rovures-en-Plaine ; Brazey-en-Plaine ; Saint-Seine-
sur-Vingeanne ; Saint-Jean-de-Losne ; Saulx-le-Duc ; Auxonne ; Pont-
tailler-sur-Saône et les aides de l’élection de Langres.
— Beaune : comprenant Beaune ; Vergy ; Argilly ; Nuits-
Saint-Georges ; Pommard.
— Chalon : comprenant Chalon-sur-Saône ; Cuisery ; Sagy ;
Verdun-sur-le-Doubs ; Brancion ; la Colonne ; Cortevaix ; Germolles-
sur-Grosne ; Buxy.
— Auxois : comprenant Noyers ; Semur-en-Auxois ; Montbard ;
Arnay-le-Duc ; Montréal ; Poilly-sur-Serein ; Avallon ; Saulieu.
— La Montagne : comprenant Châtillon-sur-Seine ; Aisey-sur-
Seine ; Villiers-le-Duc ; Villaines-en-Duesmois ; Aignay-le-Duc ; Arc-
en-Barrois.
— Autun : comprenant Autun ; Montceis ; Semur-en-Brionnais ;
Bourbon-Lancy ; Glennes ; Roussillon.
— Charolais : comprenant Charolles ; Mont-Saint-Vincent ; Paray-
le-Monial.
— Dole : comprenant Dole ; Orgelet ; Besançon.
— Salins : comprenant Salins ; Château-Belin ; Bracon ; Pontar-
lier.
— Vesoul : comprenant Vesoul ; Faucogney ; Fresne-Saint-
Mammès ; Fouvent.
— Bar-sur-Seine.
— Auxerre.

Chaque receveur s’occupant de la recette des aides, des deniers
de l’épargne \(^1\) et du grenier à sel.

\(^1\) ... lequel office de recette (des deniers de l’Épargne en Bourgogne) ledit maistre
Dreu (d’Éschonon) a tousours exercé jusqu’au dernier jour du mois de may mil quatre
cens soixante et nent que ledit maistre Dreu fut par nous deschargé dudit office de recette
et icelle recette ordonnans estre mise et joincte a nostre demaisir, et les deniers dessus diz
y appartenans estre receus par nos receveurs particuliers de nos bailliages... (Dijon,
A D C O, B 1774).
Ce même jour, les commissaires firent parvenir aux commis des finances une lettre close dans laquelle ils se plaignaient du manque de coopération de la Chambre des comptes de Dijon : les maîtres des comptes font tout pour saboter l’exécution de l’ordonnance ducale et empêchent les commissaires de mener à bien leur tâche. Ils tiennent absolument à cette caution égale à la recette d’une année. Alors que les gens des comptes et les commissaires avaient convoqué à Dijon les personnes susceptibles d’accepter la charge de receveurs, lesdits des comptes ont déclaré que s’ils entreprenoient lesdits offices, il conviendrait que chacun d’eux baillast bonne et seure caution d’autant que les deniers de leurs dictes receps monteroient pour ung an, et semblablement l’ont déclaré au receveur de ceste ville de Dijon, lesquels a ceste cause ont délayé d’accepter lesdits offices en eux excusant qu’ils ne pourroient trouver si grandes caution et malgré les observations des commissaires, les gens des comptes continuent en ceste maniere de faire, maintenant que pourdevant ils ont acostumé prendre telz caution. L’installation des nouveaux officiers risquait d’ètre retardée, de même que l’exécution de l’ordonnance ducale. Enfin les commissaires dressaient pour les commis des finances la forme et maniere que nous avons fait de la reduction de cestes offices, quelz gaiges les receveurs porroient avoir et de quelz sommes ilz seront tenus de baillast caution ou cas que le plaisir de mon dit seigneur et de vous feust que la dicte reduction sortisssi son effect.

Dans un post-scriptum, Pierre Carbonier et Pierre Cailette ajoutaient avec satisfaction que cinq anciens receveurs gens resseans, habilis et notables étaient venus les trouver pour accepter les nouvelles recettes aux conditions et caution fixées par les commissaires. Toute cette correspondance, ces lettres et ces mémoires, parvint aux commis des finances le 9 mai.

C’était au duc à trancher à présent. Quels conseils fallait-il suivre ? Ceux des commissaires, exécutants dociles et fidèles de l’ordonnance ducale et de leurs instructions, qui paraissaient croire à une réforme aïsée ou ceux de la Chambre des comptes qui attiraient l’attention sur les dangers d’une réforme radicale qui risquait fort de se révéler catastrophique ? C’est dans une lettre close du 19 mai adressée aux protagonistes que le duc devait donner sa réponse ², favorable aux commissaires : l’ordonnance devait être exécutée, les recettes des duché et comté de Bourgogne regroupées en douze recettes, la caution s’élèverait au moins au tiers du clair de chaque recette (c’est-à-dire au solde, les dépenses ordinaires, les gages, les pensions et les dépenses

---

1. Dijon, A D C O, liasse B 1383³.  
2. Dijon, A D C O, B 16, f. 186 v°-v°. Annexe II.
communes ayant été payées). Les commis que choisisront les receveurs verseront, eux aussi, une caution. Les nouveaux receveurs seront choisis conjointement par les commissaires et les maîtres de la Chambre des comptes de Dijon.

Les commissaires avaient gagné, il ne restait plus à la Chambre des comptes qu'à s'incliner. Elle le fit, mais désirée de dégager sa responsabilité des désordres qui, à son avis, ne manqueraient pas de se produire, envoya au duc un nouveau mémoire dont nous n'avons gardé qu'un plan assez détaillé, Mémoire de escriptre et adverter mon dit seigneur des choses qui s'ensuivent pour l'excuse des gens des comptes 1.

Après avoir rappelé encore une fois sa méfiance à l'égard des transformations nouvelles, la Chambre déclare ne pas vouloir être rendue responsable des retards apportés à l'exécution de l'ordonnance de janvier 1468 ; c'est pourquoi elle acceptera une caution montant au tiers du clair de la recette 2, caution déjà versée par certains receveurs. Elle émet également un souhait : qu'elle puisse exiger des nouveaux receveurs non pas un seul compte de la nouvelle recette mais autant de comptes qu'il y a d'anciennes recettes dans la nouvelle circonscription. Car il n'est pas bien facile ne chose aisee de le pouvoir mettre en un volume, et qui le feroit, il s'en ensuivroit ung dangier de perdiccion d'aucunes parties dudit domaïne, aussi ledit domaïne ne les assignaux des causes n'en seroient pas si bien ne si amplement declarés ; d'autre part, alés mettre en ung volume pour chascun baillage, ce seroit une confusion et si ne pourroit on porter ne manier sur les bureaux ne ailleurs telz ne si gros volumes de comptes. Et avec ce, de actendre que tous lesdiz comptes pour chascune recepice feuissent faiz chascun an en ordre en ung volume seroit ung tres grant retardement de l'audiccion des comptes 3.

Pendant ce temps, un nouveau scandale paraissait se préparer : l'ancien receveur de Bourgogne, Jean Druet, n'avait encore rendu aucun compte et l'on chuchotait qu'un trou de plus de 15.000 francs existait dans sa recette 4.

---

1. Dijon, A DCO, hasse B 1383 5, lettre close du 20 janvier 1469.
2. C'est la caution que verseront tous les receveurs. Dijon, A DCO, hasse B 1385 5 : lettre close du 20 janvier 1469.
3. Si certains nouveaux receveurs observèrent ce souhait (Auxois, La Montagne, Autun...), d'autres n'en tirent aucun compte et ne rendirent qu'un seul compte pour leur nouvelle circonscription (Dijon, Beaune, Chalon...).
4. Dès le mois d'avril 1468, Pierre Le Carbonnier suspecta la gestion de Jean Druet. Voir J. Baczner, Législat., p. 326, n. 2. Une lettre des commissaires adressée le 6 août 1468 (Dijon, A DCO, B 1382 5) aux commis des finances nous apprend qu'ils essayaient toujours de faire rembourser à Jean Druet une somme de 1.100 francs et de 14.412 livres mais que l'ancien receveur de Bourgogne se contente de se lamenter et ne paye rien.
Nous avons connaissance de cette affaire par une lettre adressée le 20 mai 1468 aux commis des domaines et finances par l'infortuné (au sens propre) receveur. Comique par l'outrance, cette lettre nous paraît cependant profondément tragique par la complète inorganisation des finances ducales qu'elle révèle. Le duc lève des aides mais certains refusent de payer leur part (car le duc leur doit de l'argent) ; il fait parvenir au receveur des assignations pour des sommes qui ne sont pas disponibles en caisse. Le receveur doit avancer de l'argent, toujours prêter de l'argent qu'il récupérera peut-être, mais sans aucun intérêt. Trop souvent, les receveurs n'avaient d'autre solution que la fraude, les jeux de comptabilité quand ce n'était pas l'abandon d'office ou la fuite avec la recette (comme Jean Gorremont, receveur de Mâcon).

M. Jean Favier me paraît trop sévère quand il déclare à propos de la fraude presque générale des officiers : « Le fait que l'on ne peut se passer de tels officiers paraît bien signifier que l'intégrité était rare. Un mal inévité pour l'État, un profit complémentaire pour les officiers, telle était la fraude des officiers de finance. La mentalité médiévale était à cet égard fondamentalement différente de la nôtre. Profiter d'une parcelle du pouvoir pour s'enrichir était s'exposer à la jalouse, voire à la haine, non à la réprobation. »

Henri Jassemien me semble plus proche de la réalité quand il rappelle que les receveurs au XVe siècle étaient véritablement les banquiers du souverain, toujours obligés de lui avancer des sommes d'argent sans intérêt. Et comme le numéraire était rare, ils devaient eux-mêmes emprunter de l'argent qu'ils avançaient ensuite au roi ou au duc. C'est pourquoi les souverains toléraient les détournements de fonds, les inexactitudes dans le calcul, les dépenses grossières, les jeux d'écriture dans les comptes, ou les jeux sur le change. Ce n'est qu'au XVIe siècle, quand, par suite de la refonte complète de l'administration des finances, la plupart des comptables cessèrent peu à peu d'être les banquiers, que l'on commence à punir avec sévérité leurs détournements, à donner à leurs banqueroutes non plus de simples sanctions civiles, mais à les punir comme de véritables crimes.

Bien plus, il a essayé de recevoir des deniers des « receveurs particuliers de ce pays », malgré les ordres ducaux. P. Caillalet et P. Le Carbonnier font alors emprisonner l'ancien receveur de Bourgogne mais une intervention du chancelier les contraint bien vite à le faire relâcher comme il est rapporté dans une lettre close de Pierre Le Carbonnier adressée aux commis des finances le 15 octobre 1468 (Dijon, A D C O, B 1382). Enfin, en juillet 1469, Jean Druet sera nommé receveur de la recette générale des aides de Bourgogne. (Dijon, A D C O, B 2 bis, f. 136 r9).  
1. Dijon, A D C O, B 1382. Annexe III.  
3. Henri Jassemien, La Chambre des comtes et la gestion des deniers publics au XVe siècle, dans Bibliothèque de l'École des Chartes, 93, 1932, p. 121.
Peu à peu apparaissent en Bourgogne les nouvelles recettes et leurs receveurs. Le choix des nouveaux fonctionnaires était terminé en octobre 1468 et en janvier 1469 arrivent en Bourgogne les commissions d’office des nouveaux receveurs.

Jusqu’alors pourtant, la Chambre des comptes de Dijon avait espéré un retournement de la situation comme il est rapporté dans une lettre close du 20 janvier 1469 des commissaires à la réformation aux commissaires des commissaires des maîtres de la Chambre des comptes qui jusques ilz ont veu lesdites commissions, ils avoient esperance que les reductons n’yroient point avant et que l’on ne trouveroit nuiz qui voulroit accepter lesdites recep tes 1. Les nouvelles recettes étaient au nombre de quatorze : Dijon, Beaune, Chalon, Autun, Auxois, La Montagne, Dole, Salins, Vesoul, Bar-sur-Seine, Auxerre, Charnais, Château-Chinon et Mâcon 2.

Mais les maîtres de la Chambre des comptes avaient de nouveaux soucis. On peut supposer que les commissaires Pierre Le Carbonier et Pierre Caillette durent se plaindre au duc et aux gens des finances à propos de la Chambre des comptes, allant même probablement jusqu’à émettre des doutes sur la qualité du travail qui y était effectué 3. Dès qu’elle eut connaissance de ces bruits, la plus ancienne institution du duché réagit avec violence dans un cahier d’une vingtaine de folios : Pour ce que les gens des comptes de monseigneur le duc de Bourgoinghe a Dijon ont entendu que maistres Pierre Carbonier et Pierre Caillette ont adverty mon dit seigneur et lui ont baillé par escript et declaration plusieurs choses a la grande charge desdis des comptes, et pour faire response ausdis charges, lesdis des comptes dient et mecent avant pour leur excuse et y respondre a la verité selon que s’ensuit :

1. Les maîtres de la Chambre des comptes séjourneraient bien trop souvent auprès des membres du conseil de Bourgogne. C’est exact, mais c’est aussi les intérêts ducale eux-mêmes qui l’exigent. Le duc le sait d’ailleurs fort bien, lui qui adresse la plupart de ses lettres closes conjointement à la Chambre des comptes et au Conseil.

1. Dijon, A D C O, liasse B 1385.
2. Ces recettes sont mentionnées dans les comptes de la recette générale de 1469 (Lille, A D N, B 2072) et des années suivantes. Certains receveurs commencent à exercer leurs offices dans les nouvelles recettes dès le 1er avril 1468 comme par exemple A. Macheco à Dijon (Dijon, A D C O, B 4512).
3. On trouve souvent sous la plume des commissaires des allusions au peu d’enthousiasme mis par la Chambre des comptes à les aider dans leur tâche de réorganisation des finances. Ainsi, dans la lettre du 20 janvier 1469 déjà citée : « Neautrement lesd des comptes ceuxqui... comme autressefois vous avoys escript, n’ont estait ouvre pour n’ayable, et dient et soustenent a toutes fins que ce sera le grand dommage de nostre dit tres redoublé seigneur, et y besouyent pesamment... » d’après J. BARTIER, Légistes..., p. 175, n. 2.
2. Les auditions des comptes prendraient des semaines, au grand dommage du duc. C’est là un fait inexact ; de plus, le personnel de la Chambre des comptes travaille souvent les dimanches et les soirs.

3. Certains comptes anciens ne sont toujours pas clos, comme par exemple ceux de Jean de Visen. Il s’agit d’une erreur : le dernier compte de J. de Visen seul n’a pas été examiné car des acquitts sont toujours défaut et le procès de Nicolas de La Loye n’est toujours pas jugé.

4. Les gens des comptes gonfleraient leurs dépenses pour gages, voyages... et feraient des mandements importants répartis sur l’ensembles des recettes du duché et du comté, ce qui rend le montant des sommes perçues presque impossible à retrouver. C’est absolument faux.

5. Ils obtiendraient gracieusement de nombreuses charges de sel. C’est la coutume.

En conclusion : Si supplient très humblement lesdits président et gens du conseil et des comptes a mon dit tres redoubté seigneur qu’il leur plaise avoir regard et considération aux responses et excuses dessus dictes, sans adouster toy aux advertissemens et rapports desdits commissaires, ne a chose qu’ilz en aient escript a mon dit seigneur ne aux gens desdits finances, lesquelz commissaires ont occupé grant partie de leur temps a la conduite et adresse du proces dudit Nicolas de La Loye contre ledit procureur de mon dit seigneur, mesmement ledit Carbonnier qui s’est aussi tenu pardeca plus pour conduire le fait de l’office dudit Arnoulet (Macheco, receveur de Dijon) son hosile que pour autres affaires de mon dit seigneur ainsi que chacun l’a peu veoir et congnoistre et qu’il est asses notoire. Et tousjours avoir icelz president et gens dudit conseil et des comptes en sa bonne grace pour recommandez, et ilz se emploieront de bien en mieux ou service de mon dit seigneur et le plus loyalment qu’il leur sera possible.

C’est ici que devrait se terminer l’histoire de la recette de Bourgogne. Les anciennes recettes ont disparu, les nouvelles grandes recettes les remplacent, et l’on pourrait croire que tout continue comme autrefois, ni mieux ni plus mal. Mais bien au contraire, l’état des finances semble avoir sérieusement empiré. Si des sommes


2. C’est qu’en diminuant le nombre de receveurs, en leur confiant des circonscriptions territoriales plus vastes, on avait oublié d’augmenter leurs gages !

D’autre part, comme le « des » de leur recette était beaucoup plus élevé qu’autrefois, les cautions réclamées sont plus élevées « et comme le politique du duc coûtait cher, on exigeait d’eux, de surcroît, des versements beaucoup plus rapides que par le passé ». (J. Barrtier, Légistes..., p. 170.) Le résultat est que les personnes qui auraient pu accepter ces nouvelles recettes préfèrent les refuser. M. J. Barrtier, Légistes, p. 170-172 a montré les efforts souvent vains des commissaires pour trouver des titulaires aux nouvelles recettes. Voir aussi J. Barrtier, Charles le Téméraire, Bruxelles, 1944, p. 186.
sont versées en 1469 au receveur général par les quatorze receveurs de Bourgogne, si des paiements continuent en 1470 et 1471, aucun paiement n’est effectué en 1472 et en 1473 apparaît dans les comptes de Gilbert de Ruple, receveur général des Finances, des mentions de Jehan de Le Scaghe commis a la réception générale de Bourgogne 1, aucun autre paiement n’étant effectué par les quatorze receveurs de Bourgogne (sauf une mention de Jean Vurry, trésorier de Dole et futur receveur général de Bourgogne).

Un érudit du xviiie siècle, Pimodé 2, qui put étudier des comptes aujourd’hui disparus et en faire des copies partielles, nous permet d’ailleurs d’affirmer que le premier compte du commis à la recette Jean de Le Saghe couvrait la période du 1er octobre 1471 au 30 septembre 1472 3.

Nous avons conservé un compte partiel de ce receveur pour juin 1472 4. L’intitulé du compte nous montre clairement qu’au moins un embrun de recette de Bourgogne existait dès ce moment : Parties païces par Jehan de Le Scaghe, commis par monseigneur le duc a recévoir tous les deniers qui lui sont et pourront estre deux, tant du domané, aises que autres en ses pays de Bourgoignie et a l’environ par l’ordonnance de messire Jehan Joad seigneur d’Eschevaunes chief du conseil et président des parlements dudit Bourgoignie, de messire Claude de Dinetteville, chevalier, seigneur d’Eschanelz et de Commarien et de maistre Jacques Pourcelot, maistre de la Chambre des comptes de mon dit seigneur a Lisle, tous conseillers d’icelhuy seigneur et commis et ordonné par icelhuy seigneur sur le fait de ses finances en sesdits pays de Bourgoignie selon les chappitres cy après declairés aux personnes et pour les causes y contenues et declairees... 5

Le duc paraît donc avoir été très rapidement conscient de l’inutilité des réformes : les receveurs des nouveaux bailliages, perdus dans des circonstances trop vastes ne parvenaient pas à percevoir au nom du duc tous les deniers qu’ils auraient dû recevoir. C’est ce qu’affirme le duc lui-même dans une lettre patente où rappelant que l’office de receveur de l’Épargne dans ses duché et comté de Bourgogne avait été supprimé fin mai 1469 et icelle recepte ordonnasmes

2. Voir Ferdinand Claudio, Répertoire critique des anciens inventaires des archives de la Côte-d’Or, t. I, Dijon, 1934, p. 54-56.
4. Dijon, A D C O, B 1770 bis.
estre mise et joindre à nostre demaine et les deniers dessus diz y appartenans estre receu par noz receveurs particuliers de noz bailliages, lesquelx comme avons esté informentie devenu ont faitte assés petite diligence de recouvrer icelx deniers et ne nous en est venu gueres de profit, qu'est en nostre tres grant prejudice et dommaingne, et a la diminution de noz droit et mesmesment de ceulx appartenans audit Espargne, et plus seroit se par nous n’estoit sur ce pourvoi 1.

La réforme administrative et financière qui devait permettre d’économiser l’argent du duc faisait faillite.

Il ne restait plus qu’à faire marche arrière et à nommer une nouvelle commission. C’est ce que fit le duc dans une lettre patente perdue donnée le 15 juin 1473 et autorisant une nouvelle commission à démembler les nouvelles recettes et à en créer autant qu’elle le jugerait bon 2.

La nouvelle commission dut se mettre immédiatement au travail puisque le 28 octobre 1473, elle nommait par patentes provisoires Jean Vurry receveur général de Bourgogne congnoissans par effet que la remise sus dudit office de récepte generale de Bourgoingne est utile et prontifiable pour nostre dit seigneur et pour la conservacion de ses droiz, demeunnes et seigneuries... 3

Les lettres de commission ducale, confirmant le receveur dans son office sont données par le duc le 15 février 1474 4. Dès le 5 février, le duc accorde de nombreuses autres lettres, aux officiers choisis

---

1. Dijon, AD C O, B 1774, f. 1 r°–v°.
2. « Comme par autres nos lettres patentes donnes en nostre ville de Treich sur Meuse le XVe jour de juin dernier passé et pour les causes et considérations contenues en icelles, nous ayons commis et ordonné nos amés et jeaux messire Jehan Joard chef de nostre conseil et président de nos parlements de Bourgogne, messire Philippe Pot, chevalier, seigneur de la Roîèche, nostre conseillier et chambellan, messire Guillaume de Clugny, prévôt du Saint-Siège apostolique, maître des requêtes ordinaires de nostre hostel et l'un des commis sur le fait de nostre demeune et finances et messire Claude de Dinteville, chevalier, seigneur d'Eschinais aussi conseillier et chambellan, en leur donnant auctorité et puissance par icelles pour de par nous et en notre nom, appelés avec eux nos amés et jeaux les gens de nos comptes a Dijon, remettre sus l'office de nostre récepte generale de Bourgoingne qui puis aucun temps avoit esté aboly et avec ce ordonnner tel nombre d'officiers et receveurs particuliers de nos duché et comté de Bourgoigne, terres d’Outre Sone, Charolais, Mâconnais,Auxerrois,Bar sur Seine et autres nos pays et seigneuries de parleca outre le nombre des quatorze qui y ont esté mis et entretenus puis aucun temps jusques au présent, en les seurant et demembreant ainsi qu'ils trouveront estre expediants et necessaire... Et de choisir et estre pour l'exercice desdits offices qui ainsi seroient remis sus et accreer gens yolines et recueus et icelx baillier et délierer de par nous telles lettres de commission que bessoin leur seroit pour exercer lesdits offices par provision et jusques a ce qu'il cussent sur ce odieux nos lettres patentes de commission et confirmation » (Dijon, AD C O, B 1773, f. 3 v°–4 r°).
4. Dijon, AD C O, B 1773, f. 3 v°–7 r°. L'Épargne de Bourgogne est rétablie le même jour (Dijon, AD C O, B 1774).
par ses commissaires : leur relevé permet de constater que c’est aux anciennes circonscriptions que paraissent s’être ralliées les commissaires : châtellenie de Beaune et de Pommard, de Cuisery et de Sagy, d’Argilly, de la Colonne, de Pontailler...

Ce sont là les anciennes circonscriptions, qui subsisteront, de même que la recette de Bourgogne, sans presque aucun changement jusqu’à la fin de l’ancien régime.

P. Cockshaw.

ANNEXE I

PHILIPPE LE BON, DUC DE BOURGOGNE, ORDONNE LA SUPPRESSION DE LA RECETTE DE BOURGOGNE ET SON REMPLACEMENT PAR DIX RICHETTES (BRUXELLES, 21 DÉCEMBRE 1465).

Dijon, ADCO, B 16, f. 138 vo à 139 vo.

Philippe, par la grâce de Dieu duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant et de Lembourg, comte de Flandres, d’Artois et de Bourgogne, palatin, de Haynma, de Hollande, de Zelande et de Namur, marquis du Saint Empire, seigneur de Frise, de Salins et de Malines. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Comme nous ayons esté et soyons aderviz que ce n’est pas chose bien loisible ne prouffiable pour nous que d’avoir ung nostre receveur general de noz pays de Bourgogne, et par experience de faut l’avons assez secu et conguen par cy devant, mesmement par ce que plusieurs nos receveurs generaux de Bourgogne qui ont esté jusques a ores sont demourvez en grandes restes envers nous, en quoy nous avons eu merveilleuse perte et moult grant domage. Et pour ce, soit expe-dient d’y pourvoir convenablement pour le temps avenir au bien de nous, savoir jaïsons que, nous ce consider, aussi pour certaines autres causes et consideracions raisonables a ce nous mouvans, et par l’adois des gens de nostre grand conseil et de nostre finance estans les nous, avons aboli et abolissons par ces presents l’office de nostre recepo generale de Bourgogne et avons de nouvel ordonné et ordonnons par ces mesmes presentes :

1. Dijon, ADCO, B 5244.
2. Dijon, ADCO, B 4491.
3. Dijon, ADCO, B 2226.
4. Dijon, ADCO, B 3020.
5. Dijon, ADCO, B 3664.
6. Je voudrais exprimer ici ma gratitude à M. John Bartier, professeur à l’Université libre de Bruxelles, qui a bien voulu relire cet article et me communiquer de très judicieuses remarques.
Heures et malheurs de la recette générale

Premiers, au regart de nostre duché de Bourgoingne que en nos bailliages de Dijon, Chalon, Oshun, Auxois, La Montaigne, Charoibus et Masconnois qui sont en nombre sept bailliages, il y ait sept nos receveurs generalx, assavoir en chacun bailliage ung receveur general de toutes les recepbes et receveurs particuliers qui seront es mettes du bailliage ou icelui receveur general sera establi, lesquelx nos receveurs generalx desdis bailliages faquent et exercent la dicte recepbe generale chacsun en son endroit es mettes du bailliage ou il sera commis et ordonné, en faisant venir ens pour nous et a nostre prouffit tous les deniers desdictes recepbes particulieres, en levant et faisant leurs descharges et lettres de recepbe sur les receveurs particuliers et autres officiers de recepbe desdis bailliages, assavoir chacsun d'eux ou bailliage dont il sera receveur general et sur ceulx d'icelui bailliage tout ainsi que par cy devant et jusques a ores  ung nostre receveur general de Bourgoingne seul auparavant ceste presente abiliation et ordonnance recepbe vouloit en tous lesdis bailliages. Et au regart de nostre conté de Bourgoingne, nous avons aussi ordonné et ordonnoys qu'il y aura trois nos receveurs generalx, assavoir nostre tresorier de Salins, nostre tresorier de DOE et nostre tresorier de Vesoul, chacsun desquels en son endroit recevra et jera venir ens pour nous et a nostre prouffit tous les deniers des recepbes et receveurs particuliers qui seront es mettes de sa tresorerie et au surplus, y feront tous trois chacsun en son regart tout ainsi que dit est cy dessus des receveurs generalx esdis bailliages. Et les deniers aussi par eulx receus voulons aux termes et selon les estas qui s'en feront par les gens de nos finances chacsun an, desquelx estas sera fait contrerole, estre delivrés au receveur general de toutes nos finances qui sera tenu d'en faire recepbe a nostre prouffit et dont il leur baillerà sa lettre de recepbe, laquelle voulons estre allouée es comptes d'icelux nos receveurs generalx de Bourgoingne sans y employer aucunes autres parties sauf et réservé que nosdis receveurs pourront et devront chacsun an payer les gaiges de nos officiers qu'il appartiendra, fiés, aumônes et pensions ordinaires se par nos lectes patentes ne leur est sur ce faict ordonnance au contraire selon la nécessité de nos affaires et que bon et expedit nous semblera.

Et en outre, voulons et ordonnoys que chacsun de nosdis receveurs generalx de nosdis duché et conté de Bourgoingne en son regart et en ses mettes face aussi d'an en an les estas de nos receveurs particuliers et autres officiers de recepbe desdictes mettes en la presence de nos ames et feaux les gens de la Chambre de nos comptes audit lieu de Dijon pour, selon la valeur d'icelux faire par les dis gens de nos finances a nosdis receveurs generalx de Bourgoingne leurs estas ainsi que l'on faisoit a nostre dit receveur general de Bourgoingne avant ceste presente abiliation et que tous icelux receveurs, tant generalx que particuliers et autres officiers de recepbe soient tenus de a la fin de l'an ou au moins dedans quatre mois prouchans après l'an expiré bailler leurs comptes par devers lesdis de la chambre de nos comptes audit Dijon pour par eulx estre ouys, clos et affinés afin de savoir au vray l'estat desdis receveurs et officiers de recepbe et que des restes qui seront deues par lesdis receveurs particuliers et officiers de recepbe

1. Le texte du manuscrit est : « ... qui sera d'en faire... »
soyent faiz et bailliez extraiz par lesdis des comptes ausdiz receuver generaux et a chacun d’eux en son regart et que pareillement des restes qui seront deuex par lesdis receuvers generaux soyent par icelus des comptes faiz extraiz et par eulx soyent lesdiz extraiz envoyez ausdiz gens de nos finances par chacun an avec le double des estes qui auront esté faiz comme dit est ausdiz receuvers particuliers. Si donnoys en mandement ausdiz gens de nostre grant conseil et de nos finances, a nost presidet et gens de conseil et de nosdiz comptes a Dijon et a tous nost bailliz, receuvers, tresoriers et autres justiciers et officiers de nosdix pays en Bourgoingne, leurs lieux tenans et a chacun d’eux endroit soy et si comme a huy appartienra que nostre presente abolition et ordonnance ils gardent, entretienent et observent et faizent garder, entretienir et observer doresnavant tant comme il nous plaira a commencier du premiere jour d’avril prochainement venant auquel jour expirera la commission par nous donnee a nostre ame et faiz conseiller et maistre en nostre chambre des comptes a Lille, maistre Pierre Carbonnier, touchant le fait de la dicte recepice generale de Bourgoingne sans faire, ne souffrir faire ou aper a l’entrevue en aucune maniere ne par cui que ce soit car ainsi nous plaist il. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre seel a ces presenteys. Donné en nostre ville de Bruxelles le XXIe jour de decembre l’an de grace mil CCCS soixante et cinq. < Ainsi signé > Par mon seigernier le duc. P. Milet.

ANNEXE II

LETTRE CLOSE DE CHARLES LE TÉMÉRAIRE, DUC DE BOURBONNE A LA CHAMBRE DES COMPTES DE DIJON ET AUX COMMISSAIRES PIERRÉ LE CHARBONNIER ET PIERRÉ CAILLEYET, ORDONNANT LA CRÉATION DE DOUZE RECETTES DANS LES DUCHÉ ET COMITÉ DE BOURBONNE (BRUGES, 19 MAI 1468).

Dijon, A D C O, B 16, f. 186 r°-v°.

De par le duc de Bourgogne, de Brabant, de Lothier et de Luxembourg, conte de Flandres, d’Artois, de Bourgogne, de Hainaut, de Hollande, de Zellande et de Namur.

Tres chiers et bien amis. Nous avons receu les lettres que escriptes nous avës, assavor celles de vous, les gens de nos comptes de la date du XXV° jour d’avril derrenier passé avec ung cayer de papier contenant au long plusieurs adversissemens que nous faizt sur les difficultez que trouvez a reduire tous les offices de recepice de nosdiz pays de Bourgoingne ou nombre de douxe seulement selon les ordonnances et instructions que avons sur ce faizt et ordonnees, mette a execucion pour le bien de nous et de nosdis
Heures et malheurs de la recette générale

pays de pardela et autrement comme plus a plain le contienamment vosdicit letters et cayer de papier, et celles de vous, maistres Pierre Carbonnier et Pierre Caillcle, nos commissaires, de la date du XXIXe jour dudit mois d'avril. Et aussi avons veu celles que avez escriptes aux gens de nos finances, faisans mention que pour l'execution de la charge que avez de par nous, mésmement touchant la reduction de tous lesdits offices de recepce oudit nombre de XII, avez fait ung estat du cler de chascune desdites XII recepces que avez baillié a vous, lesdiz de nos 1 comptes pour y avoir advis, le doule duquel estat vous, nos commissaires, avez envoyé appostillé de la caucion que chascun desdiz XII receuvers devront baillier pour nostre seurité. Et avec ce, avez escript en teste par maniere d'appostillé response et advertissement pour le fait et execution de la charge que avez de nous, sur les dis advertissements et difficulitez que vous, de nos comptes, trouvez en ceste partie plus a plain specifié et declaré en vosdictes letters et advertissements. Toutes lesquelles choses nous avons veu et fait veoir par les gens de nosdictes finances et sur tout en meure deliberacion. Nous voulons que, en ensuitant l'ordonnance et instruction baillée a vous, nosdiz commissaires, tous les dis officiers de recepce de nosdiz pais de Bourgoinque soient reduis oudit nombre de douze seulement, chascun par limites de sa charge et aux paguez contenus en l'estat par vous, nosdiz commissaires, sur ce envoyé, a commencer le premier jour d'avril derrenier passé. Et quant a la caucion que chascun desdiz XII receuvers nous devra faire pour nostre seurité, nous, en ensuitant semblable reduction des officiers de recepce que avons facite en nos pais de par deca, lesquelx et chascun d'eux en son endroit sont tenus de baillier caucion souffisant du tiers a quoy monte le cler de leurs recepces, voulons et ordonnons semblablement estre ainsi fait par dela par chascun desdiz receuvers et avec ce, ceuls qui seront commis par lesdiz XII receuvers a receover aucunes parties de nos domaines et ayes, seront tenus pour nostre grant seurité de baillier caucion chascun en son endroit de ce dont il aura charge de nosdiz demaines et ayes. Si vous mandons et commandons que les choses dessus dites necetées et faictes mettre a execution en ensuitant nosdictes ordonnances et instructions baillées a vous, nos commissaires, et aussi selon que dessus est escript sans aucune dissimulation comment que ce soit. Et combien que vous, nosdiz commissaires, vous ayez envoyé certains noms d'aucuns qui vous semble estre souffisans pour l'exercice de plusieurs desdiz XII recepces, neanmoins, nous qui desirons pourvoir a toutes icelles recepces de gens souffisans pour la conservation de nostre droit, voulons et vous mandons bien expressément que, conionctement, ensemble et a mesure deliberacion, estisés et choisissés gens de bien, notables, receuurs et ydoines a desservir et exercer lesdites recepces aussi bien de la tresorerie de Salins que des autres, et le nom de chascun d'icelx et sa recepce nous envoyez avec la minute du pouvoir a eux pour ce necessaire et ce le plus brief que bonnement faire se pourra pour, sur ce tout veu, y faire ainsi qu'il appartiendra. Et avec ce, voulons que de tous nos autres affaires de par dela qui vous surviendront, vous communiquiez et

1. Le texte donne « de vos comptes ». 
ayez asez bon et meur advis ensemble. Et se le cas le requiert, advertissez nous contiontemen de ce qu'il vous semblera estre a faire au bien de nous, si n'y faictes faute comment que ce soit. Tres chiers et bien amez, Nostre Seigneur soit garde de vous. Escript en nostre ville de Bruges le XIXe jour de may ao LXVIIIo. <Ainsi signé > Charles. < Et du secrétaire > Gros.

<Item, est encore escript a la fin des dites lettres > Tres chiers et bien amez, nous voulons que faictes tout devoir possible de faire baillier et livrer a ceulx qui devront avoir lesdites XII recepues la plus grande caution que faire se pourra, oultre par dessus et plus avant que la caution dessus declarée. Et se mieux faire ne se peut, nous serons contens d'icelle caution dessus dicte et non point moindre. Escript comme dessus.

ANNEXE III

LETTRER MISSIVE DE L'ACIEN RECEVEUR DE BOURGOGNE JEAN DRIET AUX COMMIS DES FINANCES (DIJON 20 MAI 1468).

Dijon, A D C O, B 1383s.

Mes tres honnorés seigneurs. Je me recommande a vos bonnes graces le plus humblement que faire le puis. J'ay su, mes tres honnorés seigneurs, que l'on a donné a entendre a mon tres redoubte seigneur que je ly dois XL ou Lm frans dont il n'a pas été contant, qui n'est pas merveille, quant ainsi seroit. Et au regard de moy, j'aimeroye plus, tres chiers, estre au plus parfmont de la mer. Et ne puis croire, s'il est venu a vostre cognoissance, que ne l'en dussi ess incontinuant oster d'imaginaucion qui entendiz la chose telle qu'elle est. Je vous vult bien dire que si ne just le grant terme de temps que m'aviez tenuz de pardela, mon compte fut rendu de l'annee passé : il est tout gressé et le double l'on, lequel sera sur le bureau deins six jours si plaît a Dieu et par le bourdent faic me sera Dieu assez ; et non pas que je doige sans me ayderie de la descharge des VI m livres qu'estoient demourées de l'annee passée, dont maines charges la baillie a maistre Pierre le Carbonnier, lequel en a mon obligacion et ladict descharge deus lui, le double duquel je vous envoie actendant que ung estat soit fait de mon dit compte ou qu'il soit rendu. Et est mal fait et peché a ceulx qu'ilz donnent tels choses a entendre a mon dit seigneur a tort et contre verité, et petit exemple donne a tous ceulx qu'ilz ont bon et loyal vouloir de le servir bien et loyalement. Et pour vous advertir de la conduyce de la demie annee finye a la fin de mars darrenier ou il avoit deux points a conduycre pour mon dit seigneur, l'un des aydes montant XXVI m IIo XX livres de XI, gros la livre, l'autre de VIII m IIIIo IIIIIXX XII livres dudit pris demours
de cler de ladicte demie annee a cause du demaine, j'ay fait telle et si extresme diligence que non obstant la foule et poverté des sujets de mon dit seigneur, J'ay payé lesdites aydes entierement audit maistre Pierre, n'en reste que IIII m IIIe XI livres tournois, lesquelles fussent payées s'il eust voulu prendre les quars de Savoye et aussi que les gens d'eglise eussent payés ce qu'ilz ne vouloient faire mais mettent avant qu'ilz furent certain prest a mon dit seigneur quant il a devers le roy a Tours, lequel ilz vouloient valater, dont je ne vuols rien faire. Et touchant lesdits VIII m IIII c IIII n XX XII livres, soit advisé combien m'est dehu du fait des vins d'achat et de voultures, pour lesquelx Dieu scet la peine que j'en ay eu et la coustange pour craintce de faire faulte. Et sy plait a Dieu, je feray aussi bon devoir que desdites aydes en vous jurant sur ma part de paradis que j'ay emprunté plus de VI ou VII m frans pour avancer le fait de mon dit seigneur et supportier les receveurs particuliers, lesquels de ceste heure doivent prez de XX m frans, tant desdites aydes que du demaine. J'entends bien que ce personnaige a esté jouxé pour me oster le gouvernement et charge de ceste demie annee qu'il finira assez tost; je ne cuide pas que mon seigneur face autrement qu'il a accustomé, qui n'est pas de desappoincter ceux qu'il a donné offices s'ilz nous fait faulte. Or messeigneurs, je recommande mon bon droit et honneur a vos bonnes loyaultez et consciences, vous vous en estes touszours acquietés a faire a chacun raison. Je vous prie que on ne commence point a moy pour faire le contraire. Je prie a Dieu qu'il pardoint a celluy qu'il s'est de ce advisé, car je cuide qu'il s'en repente de ceste heure puisque on congoistra le contraire. Mes tres honorés seigneurs, touszours suis prest qu'il est chose que pour vous faire puisse pour l'accomplir de tout mon pouvoir, priant Nostre Seigneur qu'il vous donnt bonne vie et longe. Escrip a Dijon, le XXe jour de may (1468).

Vostre tres humble serviteur

Jehan Druet

(Au dos :) A mes tres honorés seigneurs, messeigneurs les commis et ordonnés par mon seigneur le duc ou fait de ses demaines et fynances.